

Unité interdépartementale du Cher et de l'Indre
6, place de la Pyrotechnie
CS 70 004
18021 Bourges Cedex

Bourges, le 16/01/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 16/12/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SAS SETEC

ZI de La Martinerie
36130 Diors

Références : /
Code AIOT : 0010002403

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16/12/2025 dans l'établissement SAS SETEC implanté Lieu-dit : Les Charmes et Les Flaudis 18200 Orval. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SAS SETEC
- Lieu-dit : Les Charmes et Les Flaudis 18200 Orval
- Code AIOT : 0010002403
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société S.A.S. SETEC est autorisée à exploiter une carrière de sable et gravier au lieux-dits "Les

Charmes" et "Les Flaudis" sur le territoire de la commune d'Orval par arrêté préfectoral d'autorisation environnementale n° 2016-DDCSPP-172 du 1 juillet 2016.

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Fréquence et modalité de l'auto-surveillance des eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 01/07/2016, article 9.2.1.3	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
3	Mesures périodiques	Arrêté Préfectoral du 01/07/2016, article 9.2.3	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
4	Analyse et transmission des résultats de l'auto surveillance	Arrêté Préfectoral du 01/07/2016, article 9.3.2	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
5	Suivi annuel d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 01/07/2016, article 9.4.1	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
6	Principe de gestion des déchets inertes et terres résultant de l'extraction	Arrêté Préfectoral du 01/07/2016, article 5.1	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective	2 mois
8	Registre national des terres excavées et sédiments	Code de l'environnement du 16/12/2025, article R.541-43-1	/	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Extraction à sec	Arrêté Préfectoral du 01/07/2016, article 2.3.2.1	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Levée de mise en demeure
7	Extraction	Arrêté Préfectoral du 01/07/2016, article 2.3.2	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Levée de mise en demeure

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection figurent dans le tableau ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Extraction à sec

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/07/2016, article 2.3.2.1
Thème(s) : Risques accidentels, Conduite de l'extraction
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 13/02/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription • date d'échéance qui a été retenue : 02/07/2024
Prescription contrôlée : <p>Le carreau de la carrière a pour cote minimale 155,5 m NGF. [...].</p>
Constats : <p>Lors de la visite du 16 décembre 2025, l'exploitant a présenté à l'inspection des installations classées un plan coté du 25 janvier 2024 ainsi qu'un plan moins détaillé réalisé en mai 2025 (annexe du "Porter à connaissance" déposé le 17 septembre 2025).</p> <p>L'inspection a constaté sur le plan de janvier 2024 que la cote de fond de fouille de 155,5 m NGF est bien respectée sur la carrière.</p> <p>Pas d'écart constaté lors de la visite, la non-conformité est levée</p>
Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 2 : Fréquence et modalité de l'auto-surveillance des eaux souterraines

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/07/2016, article 9.2.1.3

Thème(s) : Risques accidentels, Auto surveillance des eaux souterraines

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 13/02/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription
- date d'échéance qui a été retenue : 02/07/2024

Prescription contrôlée :

En chaque point du réseau de surveillance, des échantillons sont prélevés tous les semestres (un prélèvement en période de hautes eaux et un en périodes de basses eaux).

[...].

Les mesures sont réalisées par un organisme extérieur accrédité ou agréé par le ministère en charge de l'inspection des installations classées pour les paramètres considérés.

Le niveau piézométrique est relevé à chaque prélèvement.

Les analyses des eaux prélevées portent sur les polluants listés dans l'arrêté préfectoral.

[...].

Constats :

Lors de la visite du 16 décembre 2025, l'exploitant a présenté à l'inspection le rapport des mesures d'auto-surveillance de l'eau réalisées en 2025 par la société "SGS France, agence de Châteauroux" sur la carrière d'Orval.

L'inspection a constaté que les mesures ont été réalisées le 6 octobre 2025 (rapport n° MS25-05279 du 24 octobre 2025).

L'inspection a constaté que l'exploitant n'a réalisé qu'une analyse des eaux souterraines pour l'année 2025 alors qu'il doit réaliser une analyse semestrielle.

L'exploitant a transmis un dossier de "Porter à connaissance" à monsieur le préfet du Cher le 17 novembre 2025 afin de solliciter la possibilité de réaliser des analyses annuelles et non semestrielles de la qualité des eaux souterraines.

Constat : La fréquence d'auto-surveillance des eaux n'est pas respectée

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.

En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 mois

N° 3 : Mesures périodiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/07/2016, article 9.2.3
Thème(s) : Risques accidentels, Auto-surveillance des niveaux sonores
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 13/02/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective • date d'échéance qui a été retenue : 03/06/2024
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Une mesure de la situation acoustique est effectuée tous les 3 ans et dès lors que les circonstances l'exigent (notamment lorsque les fronts de taille se rapprochent des zones habitées).</p> <p>Ces mesures sont effectuées par un organisme ou une personne qualifiée dont le choix sera communiqué préalablement à l'inspection des installations classées. Ces contrôles sont effectués par référence au plan annexé au présent arrêté, indépendamment des contrôles ultérieurs que l'inspecteur des installations classées pourra demander.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite du 16 décembre 2025, l'exploitant a présenté à l'inspection des installations classées le rapport (n° MS24-04402) de la mesure de bruit dans l'environnement réalisée le 13 juin 2024 par la société "SGS France" (agence de Châteauroux) en complément des mesures de bruit réalisées le 12 février 2024 (rapport n° MS24-00459).</p> <p>L'inspection des installations classées a constaté dans le rapport de la mesure réalisée le 13 juin 2024 que la non-conformité pour la Zone d'émergence réglementée "2" (Point ZER2 relevée le 12 février 2024) est levée.</p> <p>Constat : L'exploitant ne réalise pas de mesure de la situation acoustique tous les 3 ans, la non-conformité est reformulée</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.</p> <p>En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.</p>

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 mois

N° 4 : Analyse et transmission des résultats de l'auto surveillance

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/07/2016, article 9.3.2
Thème(s) : Risques accidentels, Suivi, interprétation et diffusion des résultats
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 13/02/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription • date d'échéance qui a été retenue : 03/06/2024
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Sans préjudice des dispositions de l'article L. 512-69 du code de l'environnement, l'exploitant établit avant la fin de chaque année un rapport de synthèse relatif aux résultats des mesures et analyses imposées au Chapitre 9.2.</p> <p>Ce rapport, traite au minimum de l'interprétation des résultats de la période considérée (en particulier cause et ampleur des écarts), des modifications éventuelles du programme d'auto-surveillance et des actions correctives mises en œuvre ou prévues (sur l'outil de production, de traitement des effluents, la maintenance...) ainsi que de leur efficacité.</p> <p>Il est tenu à la disposition permanente de l'inspection des installations classées pendant une durée de 10 ans.</p> <p>Il est adressé à l'inspection des installations classées avec le suivi annuel d'exploitation.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite du 16 décembre 2025, l'inspection des installations classées a constaté que l'exploitant ne transmet pas les résultats des mesures et analyses imposées par l'arrêté préfectoral d'autorisation du 1er juillet 2016.</p> <p>L'inspection a également constaté que l'exploitant n'établit pas et ne transmet pas le rapport de synthèse avec le suivi annuel d'exploitation à l'inspection.</p> <p>L'exploitant a indiqué à l'inspection qu'il réalise les déclarations sur GEREPE et qu'il pensait que ces déclarations se substituaient à la transmission du bilan annuel.</p> <p>Constat : L'exploitant ne transmet pas les résultats des mesures et analyses et ne transmet pas le rapport de synthèse avec le suivi annuel d'exploitation à l'inspection, la non-conformité est maintenue</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

<p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.</p> <p>En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 mois

N° 5 : Suivi annuel d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/07/2016, article 9.4.1
Thème(s) : Risques accidentels, Bilans périodiques
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 13/02/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription • date d'échéance qui a été retenue : 03/06/2024
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Un plan orienté et réalisé à une échelle adaptée à sa superficie doit être dressé chaque année. Il est versé au registre d'exploitation de la carrière et fait apparaître notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploitation, ses abords dans un rayon de 50 mètres, les noms des parcelles cadastrales concernées ainsi que le bornage, - les bords de la fouille, - les surfaces défrichées, décapées, en cours d'exploitation, en cours de remise en état et remise en état, - l'emprise des stocks de matériaux, des terres de découvertes et des déchets inertes, - les piézomètres, cours d'eau et fossés limitrophes de la carrière, - les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs, - le positionnement des fronts, - la position des ouvrages dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques ainsi que leur périmètre de protection. <p>Les surfaces S1, S2 et S3 des différentes zones (exploitées, en cours d'exploitation, remise en état...) sont consignées dans une annexe à ce plan. Les écarts par rapport au schéma prévisionnel d'exploitation et de remise en état produit en vue de la détermination des garanties financières sont mentionnés et explicités.</p> <p>Un plan annuel d'exploitation présentant les quantités extraites, les volumes de remblais annexés, la synthèse des contrôles périodiques effectués dans l'année, les accidents et tout les faits marquants de l'exploitation et annexé au plan sus-nommé.</p> <p>Ce plan et ses annexes sont transmis chaque année avant le 1er février à l'inspection des installations classées.</p> <p>[...].</p>
Constats :

Lors de la visite du 16 décembre 2025, l'inspection des installations classées a constaté que l'exploitant n'a pas transmis le suivi annuel d'exploitation de l'année 2024 avant le 1er février 2025.

L'exploitant a indiqué à l'inspection qu'il réalise annuellement sa déclaration GEREPE.

L'inspection a rappelé à l'exploitant que la déclaration GEREPE ne se substitue pas au plan annuel d'exploitation présentant les quantités extraites, les volumes de remblais annexés, la synthèse des contrôles périodiques effectués dans l'année, les accidents et tout les faits marquants de l'exploitation et annexé au plan sus-nommé.

L'exploitant a indiqué à l'inspection qu'il transmettra le suivi annuel d'exploitation pour l'année 2025 avant le 1er février 2026.

Constat : L'exploitant n'a pas transmis le suivi annuel d'exploitation avant le 1er février la non-conformité est maintenue

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.

En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 2 mois

N° 6 : Principe de gestion des déchets inertes et terres résultant de l'extraction

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/07/2016, article 5.1

Thème(s) : Risques chroniques, Déchets

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 13/02/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 03/06/2024

Prescription contrôlée :

Les principaux déchets inertes et terres non polluées issues de l'exploitation de la carrière proviennent du décapage des terrains et des stériles d'exploitation.

La carrière est entièrement décapée. La quantité de stockage maximale de déchets inertes et de terres non polluées issues de l'exploitation de la carrière est utilisée à la construction des merlons périphériques.

L'exploitant s'assure, au cours de l'exploitation de la carrière, que les déchets inertes et les terres non polluées issues de l'activité de la carrière, utilisés pour le remblayage et la remise en état de la

carrière ou pour la réalisation et de l'entretien des pistes de circulation, ne sont pas en mesure de dégrader les eaux superficielles et les eaux souterraines. L'exploitant étudie et veille au maintien de la stabilité de ces dépôts.

Les installations de stockage de déchets inertes et de terres non polluées sont construites, gérées et entretenues de manière à assurer leur stabilité physique et à prévenir toute pollution. L'exploitant assure un suivi des quantités et des caractéristiques des matériaux stockés et établit un plan topographique permettant de localiser les zones de stockage temporaire correspondantes.

L'exploitant doit établir un plan de gestion des déchets inertes et des terres non polluées résultant du fonctionnement de la carrière. Ce plan est établi avant le début de l'exploitation. Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants :

- la caractérisation des déchets et une estimation des quantités totales de déchets d'extraction qui seront stockés durant la période d'exploitation ;
- la description de l'exploitation générant ces déchets et des traitements ultérieurs auxquels ils sont soumis ;
- en tant que de besoin, la description de la manière dont le dépôt des déchets peut affecter l'environnement et la santé humaine, ainsi que les mesures préventives qu'il convient de prendre pour réduire au minimum les incidences sur l'environnement ;
- la description des modalités d'élimination ou de valorisation de ces déchets ;
- le plan proposé en ce qui concerne la remise en état de l'installation de stockage de déchets ;
- les procédures de contrôle et de surveillance proposées ;
- en tant que de besoin, les mesures de prévention de la détérioration de la qualité de l'eau et en vue de prévenir ou de réduire au minimum la pollution de l'air et du sol ;
- une étude de l'état du terrain de la zone de stockage susceptible de subir des dommages dus à l'installation de stockage de déchets ;
- les éléments issus de l'étude de danger propres à prévenir les risques d'accident majeur en conformité avec les dispositions prévues par l'arrêté du 19 avril 2010 relatif à la gestion des déchets des industries extractives et applicable aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation et aux installations de gestion de déchets provenant des mines ou carrières.

Le plan de gestion est révisé par l'exploitant tous les cinq ans et dans le cas d'une modification apportée aux installations, à leur mode d'utilisation ou d'exploitation et de nature à entraîner une modification substantielle des éléments du plan. Il est transmis au préfet.

Constats :

Lors de la visite du 16 décembre 2025, l'inspection des installations classées a constaté que l'exploitant n'a pas établi de plan de gestion des déchets d'extraction générés par le fonctionnement de la carrière.

Constat : L'exploitant n'a pas établi de plan de gestion des déchets d'extraction générés par le fonctionnement de la carrière.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.

En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 7 : Extraction

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/07/2016, article 2.3.2
Thème(s) : Risques accidentels, Conduite de l'extraction
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 13/02/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription • date d'échéance qui a été retenue : 02/07/2024
Prescription contrôlée : L'exploitation de la carrière est conduite conformément aux plans de phasage des travaux et de remise en état du site annexés au présent arrêté. Toute modification du phasage ou du mode d'exploitation doit faire l'objet d'une demande préalable adressée au préfet avec tous les éléments d'appréciation. [...].
Constats : Lors de la visite du 16 décembre 2025, l'inspection des installations classées a constaté sur le site que l'exploitation de la carrière est bien conduite conformément aux plans de phasage des travaux et de remise en état fournis dans le dossier de "Porter à connaissance des modification d'exploitation de la carrière" transmis à la préfecture du Cher le 17 novembre 2025. L'inspection des installations classées proposera à monsieur le préfet du Cher un arrêté préfectoral afin d'acter les modifications des conditions d'exploitation sollicitées par l'exploitant. Pas d'écart constaté lors de la visite, la non-conformité est levée
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 8 : Registre national des terres excavées et sédiments

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 16/12/2025, article R.541-43-1
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets
Prescription contrôlée :

II. - Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée " registre national des terres excavées et sédiments ", dans laquelle sont enregistrées les données transmises par les personnes produisant ou traitant des terres excavées et sédiments, y compris les personnes effectuant une opération de valorisation de terres excavées et sédiments et les personnes exploitant une installation de transit ou de regroupement de terres excavées et sédiments. Le registre national des terres excavées et sédiments et le registre national des déchets mentionné à l'article R. 541-43 peuvent constituer une unique base de données.

Ces personnes transmettent par voie électronique au ministre chargé de l'environnement les données constitutives du registre mentionné au I. Cette transmission a lieu, au plus tard, le dernier jour du mois suivant l'expédition, la réception ou le traitement, y compris la valorisation, des terres excavées et sédiments, et chaque fois que cela est nécessaire pour mettre à jour ou corriger une donnée. Cette transmission se fait au moyen du télé-service mis en place par le ministre chargé de l'environnement ou par échanges automatisés de données selon les modalités définies par le ministre chargé de l'environnement.

Afin d'assurer la sauvegarde des intérêts de la défense nationale, des modalités spécifiques de transmission peuvent être prévues pour les services placés sous l'autorité du ministre de la défense, dans des conditions définies par arrêté conjoint du ministre chargé de l'environnement et du ministre de la défense.

La transmission des informations au registre national des déchets, mentionné à l'article R. 541-43, vaut transmission des informations au registre national des terres excavées et sédiments lorsque cette transmission respecte les conditions du présent II en matière de délai et de contenu. La transmission des informations du bordereau électronique au système de gestion des bordereaux de suivi de déchets mentionné à l'article R. 541-45 vaut transmission des informations au registre national des terres excavées et sédiments lorsqu'elle respecte les conditions du présent II en matière de délai et de contenu.

La gestion du registre national des terres excavées et sédiments peut être confiée à une personne morale de droit public désignée par le ministre chargé de l'environnement.

Les personnes s'étant acquittées de l'obligation de transmission des informations au registre national des terres excavées et sédiments n'ont plus l'obligation de tenir à jour et de conserver le registre prévu au I.

Les données présentes dans le registre national des terres excavées et sédiments demeurent accessibles à la personne les ayant transmises, de façon à ce qu'elle puisse les présenter aux autorités en charge du contrôle, à leur demande.

Constats :

Lors de la visite du 16 décembre 2025, l'exploitant a indiqué à l'inspection des installations

classées qu'une personne a été embauchée par la société afin de réaliser le rattrapage des transferts au RNDTS pour l'année 2024 et 2025 avant la fin de l'année 2025.
L'exploitant justifiera à l'inspection des installations classées dans les meilleurs délais qu'il renseigne le registre national des terres excavées et sédiments .

Constat : L'exploitant ne renseigne pas le registre national des terres excavées et sédiments

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.
En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 2 mois